

Introduction

Fabio Maniscalco

La globalisation des usages, des tendances et des produits, imposée par des lobbies influentes et par l'ingérence arrogante de quelques puissances dans les questions de politique intérieure d'États économiquement et militairement plus faibles, sont les principales raisons des conflits idéologiques actuels et des frictions entre les nations et les civilisations. Elles rendent de plus en plus difficile la compréhension et/ou la légitimation des "raisons" invoquées par les parties adverses.

En outre, la conjoncture économique qui ralentit la croissance des marchés occidentaux et les flux migratoires inexorables issus de régions en crise, alimentent inévitablement l'intolérance raciale et religieuse. Ce phénomène s'étend de manière inquiétante par le biais de préjugés et à l'aversion pour toute différence.

L'aide financière intermittente de la communauté politique internationale, visant à accroître la connaissance mutuelle et, donc, le respect pour l'appartenance ethnique, la religion et/ou la civilisation des autres, se sont montrées stériles. La modicité des sommes distribuées et le fait que, parfois, les subventions ont favorisé des projets discutables, ont abouti le plus souvent à encourager concrètement le dialogue entre les peuples et les civilisations différents.

Il est donc clair que dans le contexte politique mondial d'aujourd'hui, dans lequel les intérêts économiques prédominent sur les droits de l'Homme et où l'individualisme prend le dessus sur la solidarité, on ressent de moins en moins la nécessité de sauvegarder le patrimoine culturel, matériel et immatériel des nations, qui représente pourtant l'identité de chaque région du monde. Il disparaît non seulement à cause de guerres, de calamités naturelles ou de l'indifférence, mais aussi à cause de l'oubli d'idiomes et de traditions populaires.

Je ne crois pas qu'il soit possible de transmettre aux générations futures les sensations d'horreur, de trouble et d'impuissance éprouvées en assistant à la destruction de monuments uniques, comme le pont de Mostar, la Bibliothèque de Sarajevo ou les bouddhas de Bamiyan.



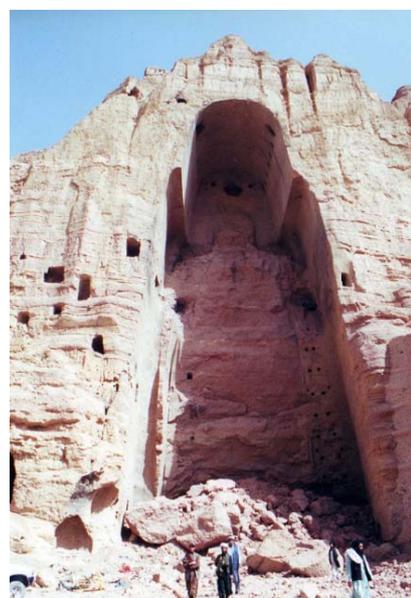
1. Bosnie-Herzégovine. Mostar. Le pont reconstruit après le canonnage de 1993.



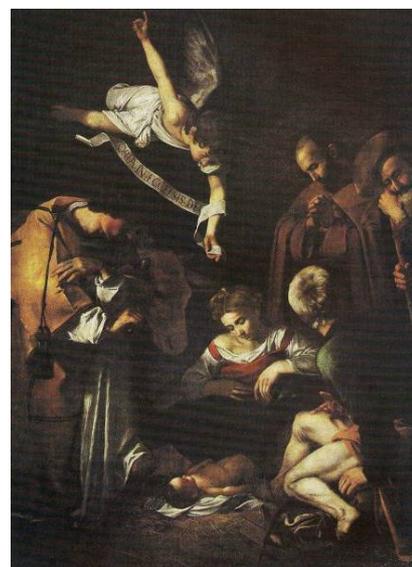
2. Bosnie-Herzégovine. Sarajevo, Bibliothèque bombardée en 1992.

Il sera également difficile de décrire les émotions ressenties en visitant les riches églises serbes orthodoxes, vandalisées, incendiées et/ou minées par les Kosovo-Albanais extrémistes, ou de reproduire les couleurs, les clairs-obscur ou les détails de chefs-d'œuvre de l'esprit humain comme l'*Adoration des bergers avec les Saints Francesco et Lorenzo* de Caravaggio, qu'aucune copie photographique ou digitale ne pourra jamais montrer dans sa vraie splendeur.

Trop nombreux sont les biens culturels quotidiennement perdus par incurie, par suite de l'inadéquation des lois, ou suite aux pratiques de constructions abusives souvent facilitées par la corruption, par les conflits et/ou par les catastrophes causées par les hommes ou par la Nature. Incalculable est le nombre d'ouvrages archéologiques et démo-ethno-anthropologiques volés des régions sous-développées (mais riches en histoire et en civilisation) du monde. La disparition de la mémoire historique internationale est un phénomène auquel l'opinion publique et les médias s'intéressent très rarement; elle est favorisée par l'absence, dans l'ordre juridique international, d'une institution au rôle codifié par le droit international,



3. Afghanistan. Bamiyan. La niche qui accueillait la sculpture du grand Buddha après la destruction opérée par le régime des Talibans.

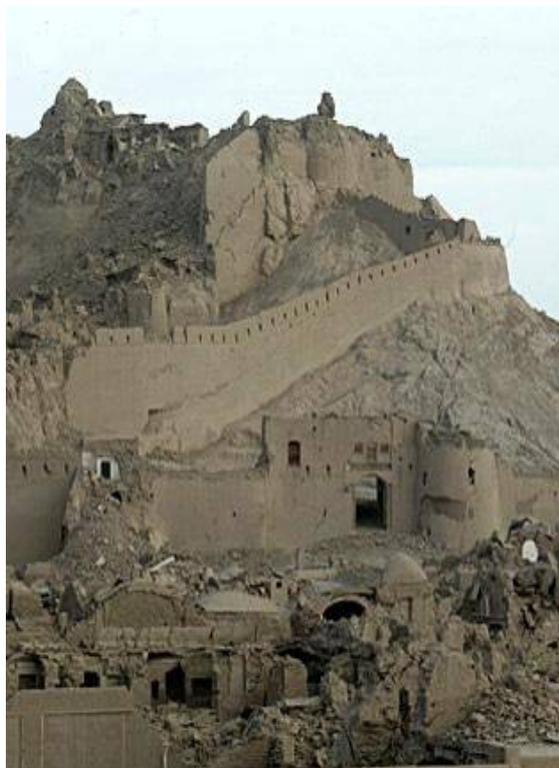


4. Michelangelo Merisi de Caravaggio, *Adoration des bergers avec les Saints Francesco et Lorenzo* volée de l'oratoire de Saint Lorenzo (Palerme) en 1969.

apte à concevoir, à faire approuver, à diffuser et appliquer des règles coercitives aux caractéristiques de généralité et d'universalité. Aujourd'hui, le seul organisme préposé à la sauvegarde des biens culturels, l'UNESCO, est dépourvu de pouvoirs réels et, au cours des dernières années, il a perdu aussi son autorité suite à son inaction et à son indolence démontrées dans la gestion de quelques situations de crise. En 1996, suite à l'initiative de l'UNESCO et des quatre organisations non gouvernementales les plus prestigieuses du secteur, ICOM, ICOMOS, ICA et IFLA, a été constitué le Comité International du Bouclier Bleu (International Committee of the Blue Shield - ICBS). L'ICBS, avec la "Déclaration de Radenci" du 16 novembre 1998, se constitue comme structure très souple ayant le but d'éviter la perte ou la dégradation du patrimoine culturel en situations d'urgence. Malheureusement, malgré les bonnes intentions et l'abnégation de quelques individus, la création de l'ICBS a été un échec.

Heureusement, les spécialistes et les "sujets" qui mènent avec succès des projets, théoriques et pratiques, de protection et de valorisation du patrimoine culturel, sont nombreux.

C'est à ces professionnels, qui n'ont souvent pas la possibilité de divulguer les résultats de leurs recherches ni de se mesurer aux spécialistes d'autres secteurs disciplinaires, qu'est destiné le « Web Journal on Cultural Patrimony », qui veut offrir, par une approche multidisciplinaire, de nouvelles occasions de réflexion et d'étude visant à établir les méthodologies, les techniques et les outils les plus adaptés à la sauvegarde des biens culturels. Placée sous l'égide d'Universités prestigieuses et de Centres de recherche internationaux et réalisé grâce à la contribution de l'« Observatoire Euro-méditerranéen et de la Mer Noire » et grâce à l'accueil de l'« Università degli Studi di Napoli L'Orientale », cette revue électronique est distribuée gratuitement sur Internet. Cet outil précieux permettra que la « Web Journal on Cultural Patrimony » soit consultée, du moins nous l'espérons, par un public beaucoup plus vaste que le monde limité des professionnels.



5. Iran. Bam après le violent séisme de 2003.